

*Impôt sur le revenu—Loi*

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Andras:** Le voilà lancé dans sa campagne pour réaliser son ultime ambition, et il n'est pas dit, du moins pour l'instant, qu'il ne la réalisera pas.

**Une voix:** Expliquez-vous.

**M. Andras:** J'ai mes soupçons. Mais je ne m'y abandonnerai pas. J'ai exprimé mon opinion ailleurs; à mon avis, les taux d'intérêt sont sacrément élevés. Mais je parle du manque de crédibilité du gouvernement, de ses volte-face depuis les élections, du contraste entre ce que bien des ministériels disent encore et ce que fait le ministre des Finances. J'ai mentionné les voyages à Bagdad et ailleurs au Moyen-Orient d'un ancien député très estimé. Monsieur l'Orateur, cela me rappelle une réponse faite l'autre jour par le ministre d'État chargé du Commerce international (M. Wilson), lorsqu'il nous a dit qu'il ne projetait pas de nouveaux voyages.

Bien sûr, une partie du problème—soyons francs les uns avec les autres—c'est notre balance commerciale déficitaire. La solution à adopter, en définitive, consiste évidemment à augmenter nos exportations en transformant nos marchandises et en les vendant: on remplacerait ainsi les produits importés, ce qui stimulerait l'économie. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Je voudrais aborder la question de la vente des biens que nous produisons dans le but d'améliorer notre balance commerciale. J'ai éprouvé un profond soulagement en apprenant l'autre jour de la bouche du ministre d'État chargé du Commerce international qu'il n'avait aucun voyage en vue dans les trois ou quatre semaines à venir. Si je dis cela, c'est que ses derniers voyages se sont vraiment mal terminés. Il est allé à Tokyo accompagné d'un groupe de nouveaux ministres tout fringants, et quelques semaines plus tard, nous avons appris que notre contrat avait été annulé et on nous a fait comprendre qu'on aurait tout aussi bien fait de ne pas organiser ce voyage.

**M. Friesen:** J'invoque le Règlement. Je voudrais demander au député s'il est certain de ce qu'il avance.

**M. Andras:** J'admets que ça peut très bien ne pas être exact. J'aurais peut-être mieux fait dire que la signature du contrat était compromise. Si le député avait de bonnes nouvelles, s'il m'apprenait qu'il serre le contrat dans sa chaude menotte, c'est bien volontiers que je retirerais mes paroles et que je lui payerais un verre après 5 heures.

**Des voix:** Bravo!

**M. Andras:** Nous serions disposés, je le crois, à laisser les députés d'en face faire adopter ce bill. Je crois que nous allons devoir nous montrer très patients.

**M. Breau:** S'ils répondent à nos questions.

**M. Andras:** Au fond, ce n'est pas vraiment là que réside le problème. Les réponses à caractère technique que nous donnent les ministériels ne sont pas mauvaises mais quand ils s'écartent du texte et abordent les questions de politique, ils ont beaucoup de mal à nous convaincre qu'ils savent ce qu'ils font.

Je voudrais conclure mon intervention par une remarque importante. C'est la dernière fois que nous pouvons exercer notre autorité parlementaire sur le budget déposé par le ministre des Finances de l'ancien gouvernement, celui sur lequel est

[M. Andras.]

basée cette année l'activité économique de notre pays dans la mesure où le gouvernement fédéral peut l'influencer. Pour les besoins du compte rendu, sans vouloir revenir sur toutes les statistiques, je tiens à dire que je n'ai pas trouvé la moindre preuve à l'appui des arguments du gouvernement, en l'occurrence des affirmations du premier ministre, du ministre des Finances ou du président du Conseil du Trésor, selon lesquels la situation était insaisissable lorsqu'ils ont pris le pouvoir, qu'elle était pire qu'ils ne l'avaient prévue ou que les indicateurs économiques dont ils ont pu disposer par la suite pour réagir concernant l'inflation, le chômage, les coûts unitaires dans le secteur de la fabrication la balance des paiements, la fiscalité et le reste, se sont révélés en fait encore plus inquiétants qu'ils ne s'y attendaient.

● (1530)

Deuxièmement, je veux réitérer qu'il a lui-même, en faisant ces prévisions qui se sont révélées fausses et pessimistes à la lumière des faits qui commencent à apparaître, fait des promesses irréflechies aux Canadiens, ce qui explique peut-être pourquoi ils se retrouvent sur les banquettes avant d'en face aujourd'hui, et plus vite ils assumeront leurs responsabilités et couperont ce cordon ombilical, cette enveloppe protectrice où ils se réfugient, plus vite nous verrons à quel genre de gouvernement nous avons vraiment affaire et quelles initiatives et quelles idées il a en tête.

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Monsieur l'Orateur, nous avons eu droit cet après-midi à une visite extraordinaire dans le cerveau libéral.

**M. Friesen:** Ce fut court.

**M. Rae:** Je pense qu'il conviendrait peut-être de s'arrêter un instant et de se rappeler que si on s'est déjà demandé pourquoi les libéraux ont été défaits le 22 mai, on s'est certes rendu compte en observant les membres de l'opposition officielle depuis trois semaines pourquoi ils ne sont plus au pouvoir.

Le député qui vient de se rasseoir a parlé de l'hypocrisie des conservateurs, et je pense qu'il est juste de dire que le parti conservateur a été élu pour réaliser certaines choses que ses membres disent maintenant ne pas pouvoir faire pour plusieurs raisons. Il n'y a pas de doute qu'ils ont brisé certaines de leurs promesses et commis certaines erreurs. Toutefois, comme nous habitons la ville où se termine bientôt le festival des pires navets du cinéma, je crois que nous sommes en droit de nous demander qui sont les pires hypocrites du monde.

Les pires bypocrates du monde sont-ils ceux qui ne font pas ce qu'ils avaient promis de faire ou bien ceux qui ne nous disent pas ce qu'ils feraient et qui se contentent de nous dire que nous pouvons oublier tout ce qui s'est passé depuis 16 ans et supposer que s'ils étaient au pouvoir, ils ne commettraient pas les mêmes erreurs que par le passé? A mon avis, les réalisations passées démontrent bien que les pires hypocrites à la Chambre sont les membres du parti libéral du Canada.

Quelle a été la position du parti libéral au sujet des taux d'intérêt? Les libéraux ont tout fait et n'ont rien fait en même temps. Ils ont fait plusieurs déclarations pour expliquer quelle politique ils adopteraient à cet égard. Aujourd'hui, le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Andras) a déclaré qu'à son avis, les taux d'intérêt étaient trop élevés. Il n'a pas dit à quel niveau ils devraient être, pourquoi ils sont trop élevés, dans quelle mesure la situation a changé et comment les conseils du